L'eau : besoin fondamental ou droit de l'homme ?

Dossier de
 Martine LE BEC et Nicole MARI
February 2000

World Water Forum II, La Haye, mars 2000 - L'eau : besoin fondamental ou droit de l'homme ? N'importe quel homme sera-t-il en droit d'exiger l'accÃ¨s Ã une eau potable ? Le compte-rendu de Martine LE BEC-CABON avec les interviews de Ismail Serageldin, vice-prÃ©sident de la Banque mondiale, de Bill Cosgrove, de l'UnitÃ© Vision Mondiale de l'Eau, et de Riccardo Petrella, prÃ©sident du Groupe de Lisbonne. La dÃ©claration finale, les rÃ©serves des ONG. Plus un SpÃ©cial Afrique avec Nicole MARI. H2o mars 2000.

Le 21Ã¨me siÃ¨cle sera-t-il Ã mÃªme de consacrer le droit Ã une eau potable pour tous ?Â

Â

Le constat est clair : la planÃ¨te bleue court Ã la catastrophe. Un Ãªtre humain sur cinqÂ n'a pas accÃ¨s une eau saine, un sur deux ne dispose d'aucun rÃ©seau d'assainissement, six millions de personnes meurent chaque annÃ©e de maladies liÃ©es Ã des eaux contaminÃ©es. Et les choses vont encore s'aggraver. Dans les vingt prochaines annÃ©es, on estime que l'utilisation de l'eau dans le monde augmentera de 40 % environ, 17 % d'eau supplÃ©mentaires seront nÃ©cessaires pour subvenir aux seuls besoins agricoles d'une population mondiale en augmentation rapide (8 milliards d'habitants d'ici 2025).

Le diagnostic est indubitable : si rien n'est fait, la crise sera trÃ¨s grave. En 2025, 40 % des habitants de la planÃ¨te manqueront d'eau potable. Des solutions ? Celles-ci impliqueront en premier lieu un investissement massif : 180 milliards de dollars par an contre les 70 ou 80 actuellement rÃ©alisÃ©s, estime la Commission Mondiale de l'Eau, Ã©manation du Conseil Mondial de l'Eau et indÃ©pendante de l'ONU.

Le dÃ©bat sur la privatisation

Or, estime la Commission, "les gouvernements des pays en dÃ©veloppement ne peuvent dÃ©jÃ faire face aux besoins d'investissement aujourd'hui, ils pourront encore moins le faire dans le futur (...). La principale alternative est d'attirer l'investissement privÃ©". Dans ce contexte, estime Ismail Serageldin, prÃ©sident de la Commission (et par ailleurs vice-prÃ©sident de la Banque mondiale), "les gouvernements doivent se retirer de leur rÃ´le de fournisseurs de service et transmettre cette responsabilitÃ© aux usagers et au secteur privÃ©. Par dessus tout, ils seront responsables de la crÃ©ation d'un environnement dans lequel les incitations aux investisseurs et aux innovateurs seront assurÃ©es et dans lequel les intÃ©rÃªts du public seront sÃ©curisÃ©s". MÃªme si les interlocuteurs ont largement insistÃ© sur la transparence et la participation requise des usagers et des communautÃ©s locales, la vision n'a pas manquÃ© d'Ã©chauffer un certain nombre d'esprits, bien naturellement au sein des syndicats de la fonction publique mais aussi au sein des ONG.

La rÃ©vÃ©lation, le 17 mars - jour de l'ouverture du Forum - par le quotidien italien La Republica d'un cas de corruption impliquant le groupe franÃ§ais Vivendi apportait de l'eau Ã leur moulin. "La corruption, affirme David Hall, Ã©conomiste Ã l'UniversitÃ© de Greenwich, en Grande-Bretagne, est un phÃ©nomÃ¨ne Ã©conomique Ã©troitement liÃ© aux puissantes tentations crÃ©Ã©es par la privatisation". Ã€ quoi les reprÃ©sentants de la fonction publique s'empressent d'ajouter que la privatisation n'est elle-mÃªme de toute faÃ§on pas forcÃ©ment synonyme d'efficacitÃ©.

Plus globalement le schÃ©ma de l'Ã‰tat "simple rÃ©gulateur" est contestÃ© au nom du caractÃ¨re particulier de l'eau, un bien qui ne peut Ãªtre rÃ©duit, selon les critiques Ã sa seule dimension Ã©conomique, Ã la diffÃ©rence par exemple des tÃ©lÃ©communications.

L'eau, besoin fondamental ou droit fondamental

"PÃ©cadilles de juristes" penseront certains. Mais attention certains mots ont du poids. Entre l'eau, "besoin fondamental" et l'eau, "droit humain et social", il y a une marge. La premiÃ¨re dÃ©finition - celle retenue par la Commission Mondiale ("Every human being, now and in the future, should have access to safe water for drinking, appropriate sanitation, and enough food and energy", oÃ¹ est par ailleurs prÃ©cisÃ© : "at reasonnable cost" ; en franÃ§ais "chaque Ãªtre humain, dans le prÃ©sent et l'avenir, aura accÃ¨s Ã une eau saine qui couvre ses besoins alimentaires, sanitairesÂ et Ã©nergÃ©tiques Ã un coÃ»t raisonnable") - est un constat : l'eau est nÃ©cessaire Ã la vie, sans aucune extrapolation ou - juridiquement parlant - "interprÃ©tation" possible. Nous - Ãªtres humains - avons besoin d'eau pour vivre, un point c'est tout. Tout au plus un souhait : "Nous - Ãªtres humains - devons avoir suffisamment d'eau pour vivre"...

Mais les choses sont diffÃ©rentes dÃ¨s lors que l'on considÃ¨re l'eau comme un droit humain et social. LÃ , subitement, la notion se trouve associÃ©e Ã toute une sÃ©rie d'obligations et de responsabilitÃ©s (de la part des Ã‰tats notamment). Alors d lÃ Ã penser que c'est Ã bon escient que le rapport de la Commission Mondiale se limite Ã Ã©voquer un "besoin de base" (avec en plus l'ultime rÃ©serve du "coÃ»t raisonnable", il n'y a qu'un pas. Comme l'explique Riccardo Petrella, fondateur et secrÃ©taire du ComitÃ© pour le Contrat mondial de l'eau, prÃ©sidÃ© par Mario Soares, auteur du Manifeste de l'eau : "ConsidÃ©rer l'eau comme un droit aurait entraÃ®nÃ© des obligations et des restrictions trop contraignantes pour la "libertÃ©" des acteurs, notamment privÃ©s."

Alors, n'importe quel homme sera-t-il habilitÃ© Ã exiger l'accÃ¨s Ã une eau potable ? Non, vraisemblablement pas. Heureusement pour l'ordre mondial : dans l'hypothÃ¨se mÃªme d'un investissement annuel immÃ©diat et sur dix ans de 180 milliards de dollars, 300 millions d'individus resteront... en carafe. .

180 millions de dollars par an, sinon rien...

Â

Les recommandations de la Commission Mondiale de l'Eau

Plus d'un milliard d'individus n'ont pas accÃ¨s Ã une eau saine, plus de trois milliards ne disposent d'aucun rÃ©seau d'assainissement, six millions de personnes meurent chaque annÃ©e de maladies liÃ©es Ã des eaux contaminÃ©es.Â Les chiffres sont dÃ©jÃ suffisamment alarmants. Dans les vingt prochaines annÃ©es, on estime que l'utilisation de l'eau dans le monde augmentera de 40 % environ, 17% d'eau supplÃ©mentaires seront nÃ©cessaires pour subvenir aux seuls besoins agricoles d'une population mondiale en augmentation rapide. La planÃ¨te court Ã la catastrophe.

La notion de "sÃ©curitÃ© globale de l'eau" ne sera effective, prÃ©vient la Commision Mondiale de l'Eau, que le jour oÃ¹ "chaque Ãªtre humain, dans le prÃ©sent et l'avenir, aura accÃ¨s Ã une eau saine qui couvre ses besoins alimentaires, sanitairesÂ et Ã©nergÃ©tiques Ã un coÃ»t raisonnable" et oÃ¹ l'on s'assurera "de la distribution adÃ©quateÂ de l'eau, rÃ©alis faÃ§on Ã©quitable, en harmonie avec la nature".

En consÃ©quence de quoi, la Commission prÃ©conise :

Une multiplication d'au moins par deux des investissements globaux en eau qui devraient passer de 70-80 milliards de dollars annuels Ã un total de 180 milliards, la majeure partie de cette augmentation provenant du secteur privÃ©, ce qui ne prÃ©sente aucun coÃ»t supplÃ©mentaire pour les gouvernements.Un renforcement des structures d'habilitation et de rÃ©gulationÂ pour une gestion "holistique" de l'eau, faite au niveau des bassins fluviaux, et laissant les dÃ©cisions finales aux populations. "Adopter une approche holistique, cela signifie prendre ces problÃ¨mes en considÃ©ration et rÃ©unir les aspects qualitatifs aux aspects quantitatifs de la gestion de l'eau. L'eau est affectÃ©e par tout, et l'eau affecte tout et tous." L'usage environnemental ne devra plus Ãªtre perÃ§u commeÂ une entrave, mais devra au contraire faire partie intÃ©granteÂ du maintien du systÃ¨me Ã©cologique tout entier, sur lequel reposent l'ensemble des infrastructures de l'eau.La possibilitÃ© au secteur privÃ© de prendre en charge le poids des opÃ©rations financiÃ¨resÂ et des services.La protection des plus pauvres et de l'environnement, protection qui est de la responsabilitÃ©s des gouvernements.

Outre cette approche holistique et ces processus de participation institutionnelle, le rapport en appelle Ã©galement Ã :

Un coÃ»t de l'eau rÃ©aliste, qui favorise la prÃ©servation, stoppe le gaspillage, encourage l'adoption de technologies appropriÃ©es et mobilise l'investissement privÃ©. Mais parallÃ¨lement,Â il faut s'engager Ã fournir des subventions aux plus dÃ©munis afin d'assurer un accÃ¨s adÃ©quat aux services de base.Le dÃ©veloppement systÃ©matiqueÂ des pratiques les plu performantes et la promotion d'innovations grÃ¢ce Ã des amÃ©nagementsÂ tout autant technologiques que financiers et institutionnels.

"Nos comportements vis-Ã -vis de la gestion de l'eau doivent Ã©voluer" annonce Ismail Serageldin, prÃ©sident de la Commission Mondiale sur l'Eau pour le 21Ã¨me SiÃ¨cle, et vice-prÃ©sident de la Banque mondiale, chargÃ© des Programmes spÃ©ciaux. "Les prises de dÃ©cision doivent se faire au niveau des bassins fluviaux eux-mÃªmes, mÃªme si cela doit excÃ©der des limites politiques et administratives. La participation des usagers - en particulier celle des femmes - doit Ãªtre assurÃ©e dans ces prises de dÃ©cision."

180 milliards de dollars d'investissements annuels

Selon la Commission, il faudrait plus que doubler les investissements annuels actuels, estimÃ©s Ã 70-80 milliards de dollars, pour atteindre le chiffre de 180 milliards.Ce n'est qu'Ã cette condition, estime la Commission,Â que l'on pourra rÃ©duire de 75 % le nombre d'individus vivant sans eau courante ni Ã©quipements sanitaires suffisants, pour atteindre un total avoisinant les 330 millions.

"Pour fournir une eau saine Ã la population, le secteur privÃ© doit prendre la direction des opÃ©rations d'approvisionnement car celles-ci nÃ©cessitent des sommes d'argent considÃ©rables" affirme Ismail Serageldin. "Le rÃ´le des gouvernements sera d'habiliter et de rÃ©guler, tout en protÃ©geant l'environnement et en garantissant l'accÃ¨s de l'eau aux plus pauvres grÃ¢ce Ã des programmes de subventions prÃ©cis et Ã l'encouragement d'actions communautaires."

Des mÃ©canismes de participation institutionnelle

Le modÃ¨le ancien de "c'est l'affaire du gouvernement" doit Ãªtre remplacÃ© par un modÃ¨le oÃ¹ les individus concernÃ©s - c'est-Ã -dire les usagers - participent Ã tous les niveaux, affirme le rapport.Â Au niveau local, les groupes locaux et les associations d'usagers ont un rÃ´le majeur Ã jouer - soit dans l'auto-approvisionnementÂ et la gestion des systÃ¨mes locaux d'assainissement ou d'irrigation, soit en Ã©tablissant un suivi des performances des fournisseurs de service publics et privÃ©s, soit en gÃ©rant l'utilisation des terres au sein de la localitÃ©.

L'expÃ©rience montre que cette participation doit Ãªtre effective et non seulement symbolique : ces associations d'usagers et assemblÃ©es doivent jouer un rÃ´le dÃ©cisif dans les prises de dÃ©cision concernant actions, moyens, et coÃ»ts, affirme monsieur Serageldin. "L'expÃ©rience montre Ã©galement que ce qui fonctionne, c'est le partenariat entre gouvernements et usagers, dans lequel les gouvernements jouent un rÃ´le vital dans la crÃ©ation d'un environnement favorable, et offrent une aide Ã la fois technique et exÃ©cutive. Une des bases de cette approche est de donner pouvoir de dÃ©cision Ã diverses associations locales, dont des associations de soutien aux femmes, aux pauvres ou aux jeunes, afin que les voix adÃ©quates se fassent entendre au sein d'une prise de dÃ©cision de type participatif."

Prix et subventions

Pour encourager la prÃ©servation de l'eau, stopper le gaspillage, et favoriser l'adoption de technologies appropriÃ©es, y compris le recyclage, une facturation rÃ©aliste de l'eau est nÃ©cessaire estime la Commission. Il sera, selon elle,Â vital de mettre en place le principe : "le pollueur paie, l'usager paie". De fait, selon l'analyse de la Commision, seule une facturation rÃ©aliste de l'eau sera susceptible d'attirer les investissements privÃ©s nÃ©cessaires (et qui sont massifs). ParallÃ¨lement Ã cette politique, devront Ãªtre mis en place des programmes de subventions adÃ©quats afin de garantir l'accÃ¨s des plus pauvres Ã l'eau et de favoriser l'action communautaire. Ces subventions devront aussi, prÃ©cise la Commission, Ãªtre versÃ©es directement aux populations et non aux fournisseurs de services. "Les subventions doivent Ãªtre accordÃ©es dans la transparence et de faÃ§on ciblÃ©e," affirme le rapport. Le principe contribuera Ã diminuerÂ gaspillage et Ã rÃ©duire les possibilitÃ©s de "dÃ©tournements" de subventions par les plus riches. Les approches actuelles - oÃ¹ l'eau, fortement subventionnÃ©e, est distribuÃ©e Ã tous - dÃ©bouchent sur un "rationnement" des plus dÃ©munis qui, en final, paient souvent leur eau courante 10 Ã 20 fois plus cher que les plus favorisÃ©s.

Le rÃ´le rÃ©gulateur des pouvoirs publics

La Commission souligne que la plupart des rÃ©formes entreront en conflit avec ceux qui tirent profit du statu quo actuel. C'est pourquoi, selon elle, une participationÂ des pouvoirs politiquesÂ est nÃ©cessaire. "Les gouvernements restent les acteurs principaux dans la rÃ©solution de la crise, par ce qu'ils font ou ce qu'ils ne font pas, et comment"Â affirme le rapport. Ils auront, en autre, la responsabilitÃ© d' "habiliter" les diffÃ©rents acteurs (privÃ©s et communautaire) et de "rÃ©guler" le systÃ¨me. Ils auront aussi la responsabilitÃ© d'informer et d'Ã©duquer les populations afin que la nouvelle politique puisse effectivement agir sur les comportements. "La prise de conscience du public, l'Ã©ducation, l'identification et la propagation des meilleures pratiques, et les incitations Ã l'action seront les Ã©lÃ©ments permettant de concrÃ©tiser cette "vision" d'un futur Ã la fois Ã©quitable et viable, oÃ¹ tous, partout dans le monde, auront accÃ¨s Ã une eau saine et abondante, et Ã des Ã©quipements sanitaires, alimentaires et Ã©nergÃ©tiquesÂ adÃ©quats."

La Commission Mondiale prÃ©sentera son rapport prospectif de l'avenir des ressources globales en eau et leur gestion au Second Forum Mondial de l'Eau (la "Vision Mondiale de l'Eau"), qui se dÃ©roulera du 17 au 22 mars 2000 Ã La Haye, aux

Pays-Bas. Le thÃ¨me en sera "de la Vision Ã l'Action". Le but premier de la ConfÃ©rence sera d'aboutir Ã un accord sur les stratÃ©gies et les actions nÃ©cessaires au rÃ©tablissement de la santÃ© de l'eau dans le monde. .

Ouvrir le champ Ã l'action communautaire

Ismail SERAGELDIN

vice-prÃ©sident de la Banque mondiale

prÃ©sident de la Commission Mondiale de l'Eau

C'est Ismail Serageldin qui, en 1993, a initiÃ© la notion d'approche holistique de l'eau

propos recueillis par Martine LE BEC-CABON

Â
Est-ce que La Haye aura permis des avancÃ©es significatives ?

Plus de 4 300 personnes se sont retrouvÃ©es ici, organisÃ©es par groupes gÃ©ographiques ou thÃ©matiques. La sociÃ©tÃ© c a aussi largement contribuÃ© Ã la prÃ©paration du Forum au travers d'un vaste processus de consultation qui a mobilisÃ© plus de 15 000 personnes. L'important Ã©tait de faire en sorte que La Haye ne soit pas un dÃ©bat de spÃ©cialistes mais un dÃ©bat de sociÃ©tÃ© imposant l'enjeu de l'eau comme grand dÃ©fi mondial. Pour beaucoup les notions de "gestion de bassin" ou de "privatisation" sont encore floues. La Haye va poser les termes du dÃ©bat et permettre de dÃ©gager de nouvelles orientations. Il s'agit de dÃ©finir les actions Ã engager,Â le cadre administratif et lÃ©gislatif qui facilitera cette action et les structures Ã mettre en place, notamment pour favoriser la mobilisation des communautÃ©s locales.

Mais vous appuyez fortement en faveur de la privatisation...

Les investissements Ã rÃ©aliser sont urgents et colossaux. Les gouvernements ne seront pas Ã mÃªme de financer cet effort. Certaines ONG, nous reprochent d'inciter les gouvernements Ã "abdiquer", de leur enlever le droit de subventionner l'eau de leurs citoyens. Mais il faut comprendre qu'en rÃ©alitÃ©, les gouvernements n'ont jamais rien donnÃ© : les subventions qu'ils accordent ne profitent gÃ©nÃ©ralement qu'aux riches, les rÃ©seaux installÃ©s n'atteignant jamais les quartiers les plus dÃ©favorisÃ©s. En rÃ©alitÃ©, les subventions actuelles sont perverses. D'autre part, nous ne prÃ´nons pas le dÃ©sengagement des gouvernements, nous les encourageons seulement Ã confier la gestion de l'eau Ã des opÃ©rateurs privÃ©s, capables d'en assurer le risque Ã©conomique, et ceci dans un cadre rÃ©glementaire prÃ©dÃ©fini. Des systÃ¨mes similaires ont un peu partout Ã©tÃ© mis Ã l'oeuvre dans les secteurs des tÃ©lÃ©communications, des transports ou de l'Ã©ner

Mais avec une autre rentabilitÃ©...

Le vrai problÃ¨me de l'eau est effectivement un problÃ¨me de rentabilitÃ©...ou d'absence actuelle de rentabilitÃ©. La solution passe de toute faÃ§on par la vÃ©ritÃ© des prix, les subventions devant se limiter aux populations les plus pauvres. Ce sera ici aux gouvernements de cibler leurs interventions.

Qui seront rÃ©ellement les maÃ®tres du jeu, sinon les opÃ©rateurs privÃ©s ?

Les grandes compagnies couvrent aujourd'hui 5 % au plus du marchÃ© mondial de l'eau. Ã€ supposer qu'elles quadruplent leur part de marchÃ©, elles ne seront pas maÃ®tresses du jeu pour autant. Nous prÃ©conisons au contraire la mise en place de structures de concertation Ã l'exemple franÃ§ais des agences de bassins. Il faut ouvrir le champ Ã l'action communautaire, qui n'a pour l'instant jamais Ã©tÃ© encouragÃ©e.

Quel sera maintenant le rÃ´le de la Commission Mondiale ?

La Commission Mondiale n'est qu'une instance de concertation et d'impulsion. Nous ne dictons rien, nous suggÃ©rons. En rÃ©alitÃ© nous essayons d'expliquer aux gens : "Engagez-voous et trouvez vos propres solutions". On me parle souvent d'un Ã©ventuel secrÃ©tariat mondial de l'eau ou d'une instance de la sorte. Mais, y-at-il un secrÃ©tariat de l'environnement ? Non, parce que l'environnement c'est l'affaire de tous ; la multitude et la diversitÃ© des rÃ©seaux qui y travaillent sont lÃ pour en tÃ©moigner. Et en dÃ©finitive, ce sera sans doute lÃ le principal succÃ¨s du Forum : d'avoir favoriser la constitution de multiples rÃ©seaux d'ONG,Â de groupements Ã©conomiques, de journalistes et de femmes (dans les pays en voie de dÃ©veloppement, ce sont elles qui consacrent quatre heures de leur journÃ©e de travail Ã aller chercher l'eau)... Ce sont tous ces rÃ©seaux qui devront maintenant assurer le suivi de l'action, partout dans le monde.Â Ce qu'il faut, c'est changer les attitudes et dÃ©passer les slogans : agir, et surtout agir en local. .

Â

LE FINANCEMENT DE L'EAU

L'eau reprÃ©sente chaque annÃ©e 60 milliards de dollars d'investissements dans les pays en voie de dÃ©veloppement. Cet investissement est financÃ© par des fonds nationaux Ã hauteur de 90 %, les financements extÃ©rieurs ne s'Ã©levant qu'Ã 6 milliards de dollars, dont 3 pour la Banque mondiale.

Les engagements de la Banque mondiale s'Ã©lÃ¨vent aujourd'hui Ã 20 milliards de dollars sur l'ensemble des projets relatifs Ã l'eau : environ 4,8 milliards pour l'approvisionnement et l'assainissement urbain ; 1,7 milliard pour l'approvisionnement et l'assainissement rural ; 5,4 milliards pour les programmes d'irrigation et de drainage ; 1,7 milliard pour la production d'Ã©nergie et 3 milliards pour les projets environnementaux.

La rÃ©partition rÃ©gionale de ces financements s'Ã©tablit comme suit : Afrique 7 % - Moyen-Orient et Afrique du Nord 8 % - Europe et Asie centrale 10 % - Asie de l'Est et Pacifique 36 % - Asie du Sud 20 % - AmÃ©rique latine et CaraÃ¯bes : 19 %.

Â

La Haye : le Forum de la derniÃ¨re chance

L'interview de Bill COSGROVE directeur de l'UnitÃ© - Vision Mondiale de l'Eau

propos recueillis par Martine LE BEC-CABON

Â

Â

Dublin et Rio avaient successivement annoncÃ© que l'eau une valeur Ã©conomique et sociale. La Haye va permettre d'aborder en profondeur la question et chercher Ã dÃ©finir sur quels principes Ã©conomiques peuvent Ãªtre assurÃ©s l'accÃ¨s la ressource et sa prÃ©servation. Le temps presse. Ã€ l'Ã©chelle gÃ©ologique, nous sommes Ã minuit moins quelques secondes. Si rien n'est dÃ©cidÃ© et appliquÃ©, d'ici 2025, la planÃ¨te bleue sera incapable de subvenir aux besoins de ses 8 milliards d'habitants.

Comment schÃ©matiser la "crise" de l'eau ?

Les gens sont seulement aujourd'hui en train de prendre conscience des menaces qui pÃ¨sent sur la ressource eau. La planÃ¨te est vieille de plus de 4 milliards d'annÃ©es, mais en mois de 100 ans sa population a plus que triplÃ© ; dans le mÃªme temps, notre utilisation de l'eau a elle Ã©tÃ© plus que multipliÃ©e par 7. Qui plus est, nous ne savons mÃªme pas rÃ©ellement quelles sont les incidences de nos activitÃ©s - industrielles, agricoles, urbaines ou autres - sur le cycle de l'eau et les Ã©cosystÃ¨mes. En rÃ©alitÃ©, Ã l'Ã©chelle gÃ©ologique nous sommes Ã minuit mois quelques secondes, si rien n'est fa dÃ¨s aujourd'hui, nous devrons nous attendre au pire.

La Commission Mondiale de l'Eau estime qu'il faudrait dÃ¨s aujourd'hui investir 180 milliards de dollars par an, contre 70 ou 80 milliards actuellement. Quelle est la part qui concerne les pays en voie de dÃ©veloppement ?

Une large majoritÃ©, plus de la moitiÃ© de ces investissements concerne aussi les pays les plus pauvres. Cela complique bien sÃ»r le problÃ¨me du financement. Les moyens des gouvernements sont insuffisants pour y parvenir et aussi longtemps que la rentabilitÃ© ne sera pas assurÃ©e, le secteur privÃ© refusera lui-mÃªme d'investir. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut mettre une valeur sur l'eau. Par ailleurs, si l'eau a un prix, elle sera aussi beaucoup moins gaspillÃ©e.

Le principe impose une solidaritÃ© sociale et financiÃ¨re Ã l'Ã©gard des plus dÃ©munis. Il faudra que les Ã©lites des pays concernÃ©s acceptent de payer pour les plus pauvres qui devront eux-mÃªmes contribuer Ã l'effort, par exemple en apportant leur main d'œuvre. Il s'agit aussi d'adapter les solutions, de valoriser et de diffuser les moins onÃ©reuses. Dans tous les cas, la concertation locale sera dÃ©terminante. Les communautÃ©s concernÃ©es doivent Ãªtre Ã mÃªme de dÃ©finir leurs besoins et leurs possibilitÃ©s de contribution aux amÃ©nagements qui seront entrepris. Au-delÃ de cette concertation locale, les gouvernements auront la responsabilitÃ© de la mise en place d'un systÃ¨me Ã©conomique viable.

La prÃ©paration de la ConfÃ©rence a elle-mÃªme donnÃ© lieu Ã de multiples concertations...

Tout Ã fait. Ce travail nous a permis de mettre en rapport les diffÃ©rents secteurs ainsi que les multiples institutions et organisations concernÃ©es. De nombreux thÃ¨mes ont Ã©tÃ© explorÃ©s, diverses sources de donnÃ©es et de modÃ¨les de prÃ©visions ont Ã©tÃ© discutÃ©es et confrontÃ©es aux rÃ©alitÃ©s locales. Des exercices prospectifs nationaux et rÃ©gionaux mis en place dans plus de 30 points du globe. Tous les partenaires ont signÃ© leurs travaux qui seront rendus publics Ã La Haye de mÃªme qu'un rapport indÃ©pendant Ã©tabli par la Commission.

Y aura-t'il un suivi ?

L'UnitÃ© Vision Mondiale de l'Eau a Ã©tÃ© mise e place pour organiser la ConfÃ©rence. Elle sera dissoute Ã son issue. Mais la ConfÃ©rence va elle-mÃªme contribuer Ã la mise en place de nouvelles structures et rÃ©seaux. Ne serait-ce qu'au niveau des Nation unies, le ComitÃ© de Coordination Eau - le UN Agency Coordinating Committee S.C. Water - sera renforcÃ© afin notamment de pouvoir assurer une Ã©valuation en continu des ressources en eau de la planÃ¨te. Cette Ã©valuation fera l'objet d'un rapport mondial tous les deux ans. .

La Haye, symbole d'une nouvelle "conquÃªte" de l'eau par les intÃ©rÃªts privÃ©s

Riccardo PETRELLA

professeur Ã l'UniversitÃ© Catholique de Louvin

conseiller Ã la Commission EuropÃ©enne

Riccardo Petrella est aussi fondateur et secrÃ©taire du ComitÃ© Mondial de l'Eau

prÃ©sidÃ© par Mario SoarÃ¨s et auteur du Manifeste de l'Eau

propos recueillis par Martine LE BEC-CABON

Â
Quel est votre sentiment sur La Haye ?

Comme il fallait s'y attendre, La Haye s'inscrit dans le cadre de la nouvelle "conquÃªte de l'eau", une approche prÃ´nant les trois principes de la marchandisation, de la privatisation et de l'intÃ©gration oligopolistique mondiale. On a assistÃ©, depuis le dÃ©but des annÃ©es 90, Ã la mise en place d'une sorte d'Ã©tat-major mondial de l'eau. MÃªme si formellement, les entreprises privÃ©es sont seulement reprÃ©sentÃ©es dans les diffÃ©rentes structures - le Conseil Mondial de l'Eau, puis la Commission Mondiale de l'Eau pour le 21Ã¨me siÃ¨cle, et le GWP, Global Water Partnership - le monde des affaires et de la finance est omniprÃ©sent par l'intermÃ©diaire d'"experts" qui, dans la plupart des cas, lui sont liÃ©s. Le capital privÃ© est ainsi solidement installÃ© dans les sphÃ¨res de dÃ©cision... Inutile donc de s'Ã©tonner d'entendre ici un seul et mÃªme discours qu'on nous rÃ©pÃ¨te Ã l'envie : "tout ce qui a un coÃ»t doit avoir un prix". Ces gens ne peuvent naturellement reconnaÃ®tre qu'une communautÃ© sociale implique des coÃ»ts qui doivent Ãªtre assurÃ©s collectivement, par l'impÃ´t, et qui plus est doivent Ãªtre considÃ©rÃ©s comme des enrichissements : l'Ã©cole, les infrastructures routiÃ¨res ou l'eau entrent dans ce cadre. A-t-on jamais eu idÃ©e de dire que si l'on dÃ©pense 1 milliard de francs dans la construction d'Ã©coles, ces infrastructures devront Ã terme rapporter 1,2 milliard ? Cette politique est nÃ©anmoins en parfaite cohÃ©rence avec de dÃ©rÃ©glementation et la privatisation - aujourd'hui en vogue - des services publics de base. Concernant l'eau, cette privatisation de l'ensemble des services (captation, Ã©puration, distribution, conservation et traitement) va de pair avec le concept de "gestion intÃ©grÃ©e des ressources" (l'IWRM en anglais) proposÃ©e par le GWP : assurer la gestion rationnelle de la ressource par la "juste rÃ©numÃ©ration" de l'investissement, ce qui permettra - nous dit-on - de rÃ©duire les gaspillages et de lutter contre la pollution et la contamination. Dans cette perspective, nous dtit-on, la gestion publique se rÃ©vÃ¨lera de plus en plus inadÃ©quate. Il conviendra donc de la transfÃ©rer aux entreprises privÃ©es, selon notamment le modÃ¨le franÃ§ais de gestion dÃ©lÃ©guÃ©e. L'approche implique un prix, le "prÃ©tendu" juste prix. Il s'agit du "full cost recovery", en d'autres mots la fixation d'un prix de marchÃ© au coÃ»t total des prestations fournies. Si les pays europÃ©ens avaient appliquÃ© dans le passÃ© ce principe, ils en seraient encore Ã chercher comment assurer l'accÃ¨s par tous Ã l'eau potable !

La Commission Mondiale dÃ©finit nÃ©anmoins l'eau comme un besoin fondamental (un "besoin humain et social de base"). Elle pose aussi le principe de la responsabilitÃ© des Ã‰tats vis-Ã -vis notamment des plus pauvres...

Entre besoin fondamental et droit fondamental, il y a une marge. Ce n'est d'ailleurs pas innocemment que les rÃ©dacteurs du projet et en final la dÃ©claration ministÃ©rielle ont optÃ© pour cette notion de besoin. De leur point de viue, considÃ©rer l'eau comme un droit aurait entraÃ®nÃ© des obligations et des restrictions trop contraignantes pour la "libertÃ©" des acteurs, Ã©tatiques et privÃ©s.

Quels sont les principes que vous-mÃªme vous prÃ©conisez, au sein du groupe de Lisbonne ?

Premier principe : le financement du minimum vital par la collectivitÃ©. DeuxiÃ¨me principe : la dÃ©finition d'un prix pour toute consommation exÃ©dentaire et la condamnation des abus. La gestion protectrice de l'eau ne passe pas par la dÃ©finition d'un "prix fort", synonyme de passe-droit pour ceux qui en auraient les moyens. C'est ici l'idÃ©e de dÃ©lit de trÃ¨s grand vitesse qu'il faut retenir, l'infraction entraÃ®nant une amende mais surtout le retrait immÃ©diat du permis. Il faut de la mÃªme faÃ§on rejeter le principe de "pollueur-payeur". Nous prÃ©conisons par ailleurs la constitution d'un "rÃ©seau de parlements de l'eau" : Ã l'Ã©chelon local et international. L'idÃ©e est dÃ©jÃ Ã l'oeuvre en Belgique oÃ¹ ont Ã©tÃ© instaurÃ©s "contrats de riviÃ¨res". Tous les intervenants concernÃ©s y participent, ce qui permet de dÃ©gager progressivement de nouveaux consensus. Ã€ l'Ã©chelon international, la solution permettrait d'instaurer un nouveau dialogue, nous semble-t-il plus apte Ã garantir la paix que les mÃ©canismes du marchÃ©. Au-delÃ , on peut imaginer l'idÃ©e d'un parlement mondial de l'eau, un peu Ã l'exemple de ce qui a Ã©tÃ© rÃ©alisÃ© Ã La Haye mais avec des panels et des organes d'orientations qui n'auraient pas Ã©tÃ© cooptÃ©s comme cela a ici Ã©tÃ© le cas.

Est-ce que ce combat que vous menez n'est pas un peu tardif : dans quinze ans la moitiÃ© de la planÃ¨te va manquer d'eau et - bonnes ou mauvaises - les grandes orientations ici dÃ©finies ont toutes les chances de l'emporter... ?

Il n'est jamais trop tard pour combattre pour le droit de tous Ã la vie. Dans quinze, vingt ou vingt-cinq ans, l'eau sera peut-

Ãªtre entiÃ¨rement gÃ©rÃ©e par des mÃ©canismes de marchÃ©, mais il y aura toujours des hommes et des femmes pour dÃ©fendre l'accÃ¨s de tous Ã la ressource. .

L'eau, enjeu de premier plan pour l'Afrique

Â

L'or bleu est devenu le vÃ©ritable dÃ©fi du 21Ã¨meÂ siÃ¨cle. Sa rarÃ©faction agite le spectre d'une pÃ©nurie, dÃ©sastreuse p un Continent africain dÃ©jÃ victime de sÃ©cheresse chronique et source de conflits latents que la moindre goutte d'eau peut faire exploser.

Nicole MARI

Article publiÃ© par Continental - fÃ©vrier 2000

Reproduction avec accord

Â

400 millions d'Africains, plus de la moitiÃ© de la population du continent, n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau potable, dont 108 millions en zones urbaines. Ã€ peine 36 % bÃ©nÃ©ficient d'installations d'assainissement. Pourtant, en 20 ans, prÃ¨s de 100 000 points d'eau ont Ã©tÃ© amÃ©nagÃ©s.

Borne fontaine en Zambie - photo MSF

Â

L'eau, c'est la vie. Mais cette prÃ©cieuse ressource est aujourd'hui sÃ©rieusement menacÃ©e. Si nous ne changeons pas nos comportements Ã son Ã©gard et notre maniÃ¨re de l'utiliser, nous serons confrontÃ©s Ã de sÃ©rieux problÃ¨mes dans un futur proche" dÃ©clarait rÃ©cemment Ismail Serageldin, PrÃ©sident de la Commission mondiale de l'eau pour le 21Ã¨me siÃ¨cle et vice-prÃ©sident de la Banque mondiale. Depuis 1997, l'urgence d'agir s'est imposÃ©e Ã tous. Ã€ cette date, a Ã©tÃ© organisÃ© Ã Marrakech, au Maroc, par le Conseil mondial de l'eau et la Banque mondiale, le premier forum international de l'eau pour tirer la sonnette d'alarme et sensibiliser l'opinion sur une crise imminente. Du 17 au 22 mars prochain, la seconde Ã©dition de ce forum, qui se tient Ã La Haye, aux Pays-Bas, entend proposer un schÃ©ma d'amÃ©nagement mondial pour les 25 prochaines annÃ©es. "Ce sera l'occasion de planifier les objectifs et de poser les conditions afin que chacun dans le monde puisse avoir accÃ¨s Ã l'eau potable en 2025. Les enjeux sont Ã©levÃ©s, mais nous ne pouvons pas rater cette chance de crÃ©er un monde meilleur pour nous-mÃªmes et pour les gÃ©nÃ©rations futures" affirme Mahmoud Abu-Zeid, prÃ©sident du Conseil mondial de l'eau et Ministre Ã©gyptien des Travaux publics et des Ressources hydrauliques. En parallÃ¨le, se dÃ©roulera la confÃ©rence ministÃ©rielle pour le dÃ©veloppement durable des eaux dont l'objectif est de concrÃ©tiser certaines dÃ©cisions prises. Une part importante de ce forum sera consacrÃ©e Ã des prÃ©sentations de situation rÃ©gionales spÃ©cifiques, notamment africaines.

Un gaspillage Ã©hontÃ©

Et le moins que l'on puisse dire est qu'au delÃ des menaces pressenties, la situation actuelle est dÃ©jÃ en elle-mÃªme inquiÃ©tante. Au moins un milliard d'individus n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau potable et la moitiÃ© de la population mondiale ne bÃ©nÃ©ficie pas des conditions d'hygiÃ¨ne les plus Ã©lÃ©mentaires. La pollution de l'eau est responsable de 80 % des maladies et d'un tiers des dÃ©cÃ¨s dans les pays en voie de dÃ©veloppement. En cinquante ans, la quantitÃ© d'eau douce disponible par an et par habitant a diminuÃ© de moitiÃ©, passant de 16 800 m3 Ã 7 300 m3. Elle devrait continuer Ã baisser jusqu'Ã 4 800 m3 en 2025. En Afrique, la situation est encore plus grave. Le continent a englouti les 3/4 de ses rÃ©serves depuis 1950 et devrait perdre la moitiÃ© du quart restant d'ici 2025.

Ces chiffres alarmants cachent de grandes disparitÃ©s. Il n'y a aucune commune mesure entre les rÃ©gions arides et semi-arides du Sahara, du Sahel, d'Afrique de l'Est ou du Sud, notamment le Botswana et la Namibie, et les rÃ©gions d'Afrique Ã©quatoriale, grand rÃ©servoir mondial d'eau douce. La RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, par exemple, fait partie des dix pays totalisant plus de 60 % des ressources en eaux naturelles du monde. Le gaspillage est Ã©hontÃ©. L'irrigation des sols cultivÃ©s consomme 70 % des ressources en eau potable contre 23 % pour l'industrie et 8 % pour l'usage domestique. PrÃ¨s du 4/5 des eaux des rÃ©gions saharienne et sahÃ©lienne sont utilisÃ©es pour irriguer l'agriculture de la vallÃ©e du Nil. L'eau douce est surexploitÃ©e en raison Ã la fois de la sÃ©cheresse chronique, de la pollution industrielle et de l'absence d'une gestion rationnelle et de moyens financiers. Le Nil, l'une des ressources les plus riches du monde, ne possÃ¨de plus qu'un dÃ©bit de 52 km3 contre 72 km3 en 1977 et 84 km3 en 1954. Les neuf pays riverains risquent d'Ãªtre confrontÃ©s Ã la famine, Ã une pauvretÃ© accrue et Ã la dÃ©gradation de leur environnement. Le lac Tchad, source d'eau la plus importante du bassin et seul lac de la zone sahÃ©lienne au sud du Sahara, est en train de disparaÃ®tre. Couvrant Ã l'origine 350 000 km2, il s'est amenuisÃ© Ã 25 000 km2 dans les annÃ©es 60. Depuis, de dures sÃ©cheresses et des pompages intempestifs l'ont rÃ©duit Ã environ 2 000 km2. L'irrigation sur une large Ã©chelle et les activitÃ©s de production et de raffinage de pÃ©trole menacent l'Ã©cosystÃ¨me et le lac lui-mÃªme. Le lac Victoria, premiÃ¨re rÃ©serve d'eau douce d'Afrique qui dessert l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie, s'asphyxie sous l'effet de la pollution industrielle et naturelle avec la jacinthe d'eau.

Les pays du Maghreb doivent Ã©galement faire face Ã de trÃ¨s sÃ©vÃ¨res pÃ©nuries. Non seulement leurs ressources sont limitÃ©es alors que la population s'accroÃ®t fortement, mais la pollution des nappes phrÃ©atiques en surface a dÃ©tÃ©riorÃ© la qualitÃ© de l'eau. Avec des consÃ©quences directes sur les conditions de vie des populations, notamment en matiÃ¨re de

suffisance alimentaire. Dans les pays sub-sahariens, l'accÃ¨s Ã l'eau potable est loin d'Ãªtre gÃ©nÃ©ralisÃ©. Rares sont les villages disposant de rÃ©seaux d'adduction d'eau. MÃªme en ville, la distribution est insuffisante et l'eau n'est pas toujours buvable. Mais la pÃ©nurie des ressources n'est pas seule responsable, la mauvaise gestion et le manque de moyens financiers accentuent les problÃ¨mes. La politique de l'eau est souvent inadaptÃ©e aux rÃ©alitÃ©s du terrain, les pouvoirs publics peu impliquÃ©s et l'action des diffÃ©rents acteurs du secteur est souvent dÃ©sordonnÃ©e.

Â

93 % de la population en Ã‰rythrÃ©e, 65 % en Sierra LÃ©one et au Mali, 50 % au SÃ©nÃ©gal n'ont pas accÃ¨s Ã l'eau pota

Un Africain n'utilise, en moyenne, que 30 litres d'eau par jour contre 600 litres pour un AmÃ©ricain.

Borne fontaine au Rwanda - photo MSF

Des rÃ©ponses communes

Face Ã cette situation, les Ã©tats ont dÃ©cidÃ© de collaborer en partageant l'information, la technologie et l'usage pour prÃ©venir une crise. Les pays du bassin du Nil ont lancÃ© Ã Dar Es-Salaam, en fÃ©vrier 1999, â€œl'Initiative pour le bassin du afin d'exploiter l'Ã©norme potentiel du fleuve pour le bÃ©nÃ©fice de tous. En Afrique de l'Ouest, seize pays ont dÃ©veloppÃ© d stratÃ©gies nationales et des partenariats pour rÃ©soudre les problÃ¨mes d'eau potable. 45 pays africains ont adoptÃ© l'Initiative 2000 pour l'eau et l'assainissement. L'objectif est de crÃ©er une vision commune de la gestion de l'eau, de mettre en œuvre des actions de coopÃ©ration entre pays membres pour faire face aux carences les plus flagrantes en matiÃ¨re d'approvisionnement et d'assainissement. Mais les rÃ©sultats sont assez dÃ©cevants. Seuls 13 pays sont parvenus Ã installer de nouvelles infrastructures d'adduction d'eau potable avec des technologies assez peu coÃ»teuses. Des mesures d'urgences s'imposent donc Ã un moment oÃ¹ les Africains vont, en plus, devoir payer plus cher l'eau qu'ils consomment. Sous la pression des bailleurs de fonds internationaux, le secteur hydraulique est en cours de libÃ©ralisation, ce qui va renchÃ©rir le coÃ»t de l'eau pour des populations dÃ©jÃ dÃ©munies. Bien plus, la raretÃ© des pluies provoque des conflits politiques et sociaux pour la maÃ®trise des points d'eau, notamment en Afrique du Nord et du Sud. L'Ã‰thiopie, le Soudan et l'Egypte se disputent l'eau du Nil, le Botswana et la Namibie celle du fleuve Okavango. Avec 70 fleuves transfrontaliers, prÃ¨s de 40 % de l'eau douce africaine est commune Ã plusieurs pays. L'eau potable est au cœur mÃªme de la croissance et du dÃ©veloppement durable. Difficile de lutter contre la pauvretÃ© et d'atteindre la sÃ©curitÃ© alimentaire sans une gestion intÃ©grÃ©e et un partage Ã©quitable de cette ressource. L'or bleu est plus que jamais l'un des dÃ©fis les plus clairs que les Africains devront relever et gagner, ensemble, cette prochaine dÃ©cennie. Plus qu'une prioritÃ©, c'est une question de survie. .